

## **Intervention du Cercle Henri Barbusse pour le 90ème anniversaire du PCF**

Chers camarades,

Nous sommes réunis ce jour pour célébrer une date essentielle de l'histoire du mouvement ouvrier français et, partant, une date essentielle de l'histoire du mouvement ouvrier international et du mouvement de libération nationale international : la fondation, à Tours en décembre 1920, de la Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC), plus connue sous le nom de PCF.

Cette histoire est la nôtre ; elle est celle de tous ceux qui reconnaissent que le PCF a été un véritable parti communiste – au-delà des appréciations portées aujourd'hui sur ce qu'est devenu sur ce parti, ce qu'est devenue sa politique. Et il nous faut en saisir toute la portée, pour réaffirmer à la face de tous ceux – des bourgeois aux trotskistes - qui n'ont eu de cesse de salir le PCF et son histoire, qu'il y a eu dans ce pays un authentique parti prolétarien de masse, révolutionnaire, qui a su mener avec intelligence et détermination la lutte de classe, y compris dans les situations difficiles du Front Populaire, de la Résistance et de la Libération qui nécessitaient des alliances de classe. Pour réaffirmer aussi, à la face de ceux - révisionnistes et autres déformateurs de l'idéologie communiste tels ceux groupés autour de Robert Hue il y a maintenant plus de 15 ans – que c'est parce que le Parti né à Tours en 1920 était un Parti léniniste de type nouveau qu'il a pu diriger avec efficacité la lutte anticapitaliste, anticoloniale, antifasciste, et non pas « malgré » cette matrice fondatrice.

La naissance du PC à Tours en 1920, comme la naissance du Komintern, c'est-à-dire l'Internationale Communiste en mars 1919, représentent une rupture dans l'histoire du mouvement ouvrier, rupture au sens marxiste de « saut qualitatif », passage à une forme supérieur de l'organisation ouvrière. Sur plusieurs points :

- La conception léniniste du parti : les communistes savent qu'il faut prendre le pouvoir pour bâtir le socialisme et l'organisation du parti est ainsi dépendante de cet objectif : alors qu'un parti social-démocrate est organisé pour le jeu parlementaire, un parti communiste l'est pour faire la révolution et ensuite instaurer la dictature du prolétariat ;

- La conception mondiale de la révolution alliant les trois fronts : révolution prolétarienne dans les pays capitaliste développés, révolution anticoloniale, et construction du socialisme dans les pays socialistes. De cette conception découle des responsabilités: soutien aux pays socialistes, position anticolonialiste effective car il s'agit de la même révolution mondiale.

Du 25 au 30 décembre 1920 se tint donc à Tours le XVIIIème Congrès du Parti Socialiste SFIO. Quelques mois auparavant, lors du Congrès de Strasbourg tenu en février 1920, la SFIO s'était séparée officiellement de la Deuxième Internationale, cette internationale réformiste qui continuait à regrouper tous les

partis qui n'avaient pas suivi, ou pas encore suivi, la Troisième Internationale, l'Internationale Communiste fondée à l'appel du parti bolchévik russe en mai 1919.

Le départ de la SFIO de l'Internationale Socialiste en février 1919 – et sa non-adhésion immédiate à l'Internationale Communiste comme le souhaitait l'aile gauche du Parti – avait signifié la volonté centriste de la majorité de poser leurs conditions à Lénine et pour la « reconstruction d'une nouvelle internationale unifiée ». Une délégation de cette majorité – dont faisait alors partie Marcel Cachin – assista à titre consultatif au II<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale Communiste en juillet 1920.

Mais le parti finit par basculer lors du Congrès de décembre 1920, par 3208 mandats en faveur de la motion Cachin-Frossard d'adhésion au Komintern, contre 1022 mandats en faveur de la motion des centristes Longuet-Paul Faure d'adhésion conditionnelle, la droite menée par Léon Blum, qui refusait explicitement l'adhésion, s'abstint devant la défaite inévitable (397 mandats).

Bien sûr, ce congrès, ce n'est pas une simple bataille de motion, c'est la prise de conscience d'une majorité du mouvement ouvrier révolutionnaire qu'il faut en finir avec le passé de corruption et de compromission de la social-démocratie, qu'il faut en finir avec la tendance à réduire la lutte politique à la lutte parlementaire menée par les intellectuels ou les tribuns, qu'il faut en finir - tout simplement - avec le capitalisme qui vient de jeter des millions d'hommes dans la boucherie de la première guerre mondiale, ...mais qu'il faut en finir tout de suite, à l'image des héroïques Russes qui ont pris leur destin en main et qui construisent, à présent, la patrie des ouvriers et des paysans. L'action énergique d'un Lénine, face à l'immobilisme d'un Marcel Sembat, d'un Léon Blum, voire d'un Jean Longuet.

Le combat du Congrès de Tours fut, en particulier, un combat contre les centristes qui, avec des phrases de gauche en faveur d'une adhésion « conditionnelle », refusaient, de fait, l'adhésion à l'IC. Les centristes dénonçaient l'ingérence des Russes dans les affaires intérieures du parti, jugeaient trop contraignantes les 21 conditions d'adhésion votées par le II<sup>ème</sup> congrès de l'IC, dénonçaient toute organisation de type illégal ; ils rejetaient le principe de l'exclusion des opportunistes, incompatible soi-disant avec la « liberté d'opinion » ; ils se prononçaient pour l'élection au suffrage proportionnel des toutes les tendances, refusant ainsi le centralisme démocratique.

Ce combat contre les centristes fut parachevé, après le vote de la motion d'adhésion, par un second vote qui exigeait des membres du parti de s'incliner devant la décision du Congrès ou alors... de partir : par 3247 mandats contre 1398 mandats cette motion fut adoptée et le lendemain, la minorité en tira les conséquences en quittant ce qui devenait le premier congrès du PC, pour « poursuivre le congrès » de la SFIO maintenue.

Il n'est pas inutile de citer largement ces fameuses 21 conditions d'adhésion, qui caractérisaient le parti de type nouveau, et que combattirent jusqu'au bout les éléments hésitants qui ne voulaient pas s'engager sur le chemin difficile de la

construction d'un parti militant révolutionnaire à cent lieues du parti socialiste parlementariste.

1. (...) *Tous les organes de la presse du Parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. (...) La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité mésusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. (...)*

2. *Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les « centristes » et les remplacer par des communistes éprouvés, - sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang.*

3. (...) *Il est d[u] devoir [des communistes] de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. (...)*

4. *Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. (...)*

5. *Tout Parti désireux d'appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale, a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.*

6. *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimés et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.*

7. *Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. (...)* Ces noyaux communistes doivent être

*complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.*

*8. Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.*

*9. Les Partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. (...)*

*10. Les Partis Communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois.*

*11. (...) Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler Parti Communiste de... (section de la III<sup>e</sup> Internationale Communiste). (...) Il importe que la différence entre les Partis Communistes et les vieux Partis « social-démocrates » ou « socialistes » officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur.*

*12. Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les 2/3 des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2<sup>e</sup> Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la III<sup>e</sup> Internationale. (...).*

*13. Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.*

Tel est le parti qui sortit du congrès de Tours, manifestant ainsi clairement sa volonté d'être et de se comporter en parti communiste. Car être communiste, militer en communiste, il ne suffit pas de le vouloir, il faut un apprentissage, dans les combats de la lutte de classe.

L'histoire de la première décennie du PCF, c'est ainsi l'histoire du processus de transformation d'un parti encore marqué par le social-démocratisme au sortir du congrès de Tours en un véritable parti communiste. C'est le processus dit de bolchévisation, qui a fait du PCF un grand parti révolutionnaire.

Cela s'exprima par exemple dès l'année 1923, dans la lutte contre l'occupation de la Ruhr par l'impérialisme français. Un véritable baptême du feu car l'opinion française était dominée par le chauvinisme et donc les communistes agissaient nettement à contre-courant. Les Jeunesses Communistes s'illustrèrent, en appelant les soldats français, par le biais de leur bulletin *La Caserne*, à fraterniser avec la population ouvrière allemande. Le PC, avec la CGTU, organisa des manifestations dans les grandes villes françaises, sous les mots d'ordre « *A bas l'occupation de la Ruhr, vive la paix avec les travailleurs allemands !* » Et ils réussissaient, dans leur propagande, à faire le lien avec les

revendications fondamentales de l'heure : la journée de 8 heures, le repos hebdomadaire, etc. Le jeune PC se comporta avec honneur et sens révolutionnaire. Ce fut une grande école pour les cadres, forgeant ainsi une nouvelle génération de combattants, de jeunes combattants. L'IC félicita le PCF et salua son action comme un « exemple classique de lutte contre la guerre ».

Peu après, en 1925, survint la guerre du Rif, au Maroc, opposant le jeune Etat indépendant du Rif dirigé par Abd El Krim aux Etats espagnols et français, les puissances coloniales. Contre la guerre, le Comité Central du PC forma un « comité central d'action contre la guerre » pour impulser une nouvelle campagne de fraternisation. Ce Comité est dirigé par un jeune militant de 25 ans Maurice Thorez, alors secrétaire permanent adjoint de la région Nord, et bientôt coopté au Bureau Politique. Là aussi les Jeunesses Communistes sont à la pointe du combat, luttant sans relâche pour la « fraternisation des soldats français, espagnols, arabes », pour « l'indépendance totale du Maroc ». Les communistes impulsent aussi le débat au sein de la CGTU, qui appelle en octobre 1925 à une grève générale – 300 000 participants ! -, première action de ce type contre le colonialisme !

Cette action anticoloniale fut d'autant plus exemplaire qu'elle rompait nettement avec les positions social-impérialistes des leaders traditionnels du mouvement ouvrier. Positions contre lesquelles justement le jeune PCF a dû combattre, y compris en son sein, pour s'affirmer comme un authentique parti communiste.

Pensons que lors du Congrès de Tours, les fédérations d'Algérie de la SFIO – pourtant favorable à l'adhésion à l'IC - exprimèrent des réserves, lors de leur congrès fédéral, sur la question coloniale, évoquant la « *mission civilisatrice de la France en Algérie* » (sic !), la colonisation étant perçue comme une « *condition nécessaire, indispensable à l'avènement du socialisme* » (sic !). Cela reflétait bien sûr l'opinion des métropolitains d'origine, majoritaires dans la fédération ; mais plus largement, cela reflétait l'opinion classique de la social-démocratie européenne, marquée par un économisme déterministe qui faisait de la classe ouvrière des pays les plus « avancés » sur le plan du développement capitaliste le poste avancé de la révolution mondiale, position avec laquelle précisément Lénine et le léninisme rompit en démontrant qu'à l'époque de l'impérialisme tous les pays et les peuples étaient liés par une seule et même chaîne et que la révolution commencerait là où le maillon de la chaîne était le plus faible.

L'Internationale Communiste apporta une aide au jeune PCF pour progresser sur cette question qui fut abordé lors du IV congrès mondial en 1922, puis encore lors du Vème congrès mondial en 1924. Peu à peu toutefois, le PCF fit sienne la thèse de l'interaction du mouvement de libération sociale (dans les métropoles) et du mouvement de libération nationale (dans les colonies), rompant avec les conceptions chauvines et européo-centristes négatrice du rôle fondamental des luttes coloniales, de leur force comme foyer de réserve de la révolution prolétarienne mondiale. En 1925, les communistes algériens proclamaient : « *les revendications partielles ne peuvent en aucune circonstance masquer le but final pour lequel nous luttons, c'est-à-dire*

*l'indépendance de l'Algérie ».*

La bolchévisation du PC dans ces années 1920 signifia aussi, bien sûr, un effort d'éducation politique de l'ensemble des militants et des cadres. Fin 1924, un envoyé de l'IC lors de la tenue de la première école centrale du PCF considérait que le PC était composé de « 20% de jaouressisme, 10% de marxisme, 20% de léninisme, 20% de trotskisme, 30% de confusionnisme ». Un long chemin vers l'objectif d'un parti léniniste ! Mais le parti entreprit un effort sérieux, par le biais de cours, de conférences éducatives, de publications de brochures et de traductions d'œuvres fondamentales de Lénine, ou de Staline qui, dans *Les principes du léninisme*, su exposer clairement et simplement les idées directrices fondamentales du socialisme scientifique. Tout cela contribua à forger de nombreux militants ouvriers qui avaient peu passé de temps sur les bancs de l'école républicaine, et de futurs dirigeants, tels que Jacques Duclos, Fernand Grenier, Benoit Frachon.

Enfin, la bolchévisation signifia, dans la pratique, l'enracinement du Parti au cœur de la classe ouvrière, en passant d'une organisation en sections territoriales construites autour des circonscriptions électorales en une organisation basée sur les cellules d'usines, dans l'objectif de conquérir la majorité de la classe ouvrière. Cela signifiait la nécessité pour le parti de se construire en se tournant prioritairement vers la classe ouvrière, mais aussi de dépasser l'héritage anarcho-sindicaliste laissant aux seules sections syndicales la conduite des luttes dans l'entreprise. En août 1924, le nouveau secrétaire général du PCF – le cheminot Pierre Sémard - était pour la première fois un ouvrier, symbole de la réussite du PCF pour faire accéder aux premières responsabilités des militants ouvriers. [Début d'une tradition qui s'achèvera 70 ans plus tard avec la nomination du représentant des élus Robert Hue.]

L'affirmation plus forte du caractère prolétarien du PC passait aussi par un travail solide au sein des syndicats, et notamment de la CGTU. La CGTU, née en 1921 du regroupement des exclus de la CGT réformiste, connut alors une forte croissance. Cela n'allait pas sans problèmes : la génération d'avant 1914 qui dirigeait le CGTU était tournée vers les préoccupations quotidiennes, tandis que les jeunes ouvriers voulaient d'abord en finir avec le capitalisme, jugeant « dépassée la lutte pour le beefsteak ». Le mérite du PCF est d'avoir réussi la fusion de ces deux générations, permettant ainsi l'émergence d'un solide courant de lutte de classe dans le mouvement syndical, d'abord dans la CGTU, puis après 1935 dans la CGT réunifiée. Il a su également attirer à lui de grands dirigeants ouvriers qui ont fait le pas de l'engagement politique communiste, tel Gaston Monmousseau, leader de l'aile révolutionnaire de la CGT pendant la première guerre mondiale, puis secrétaire général de la CGTU dès 1922, qui adhère au PC en 1925 puis intègre en 1926 son Bureau Politique.

Un engagement qui ne voulait pas dire tutelle du parti sur le syndicat de classe. Comme le dit Staline lors de la séance du Comité Exécutif de l'IC consacré à la question française en 1926: « *Il faut diriger les syndicats par l'intermédiaire des communistes qui mènent un travail constant dans les syndicats et non en dehors de ces communistes. (...) Le Parti ne peut se consolider s'il ne bénéficie*

*de l'appui extrêmement sérieux que constituent les syndicats et leurs dirigeants ».*

Ainsi voici rappelé quelques épisodes significatifs de l'émergence du PCF comme authentique parti communiste révolutionnaire. C'est ce parti trempé dans les luttes des années 1920, réorganisé, armé idéologiquement du marxisme-léninisme, stabilisé au tournant des années 30 autour d'un noyau dirigeant éprouvé bien qu'encore jeune – Thorez 30 ans, Duclos 34 ans, Frachon 37 ans – c'est ce parti qui va avec habileté et détermination s'engager dans la tactique du front populaire antifasciste puis, après la trahison de la bourgeoisie française face à Hitler, dans la tactique du front national de la résistance.

Des pages glorieuses de l'histoire du PCF, sur lesquelles nous revenons dans une brochure que nous rendons public aujourd'hui même et que vous trouverez sur la table de littérature du Cercle Henri Barbusse. (Le tome 2 de notre Contribution à l'Histoire du PCF).

Des pages glorieuses, qui ont values parfois calomnies, déformations, et même aujourd'hui tentative de récupération de la part de Sarkozy, ce qui est une forme d'hommage du vice à la vertu ; ce qui montre comment le PCF, au fond, est incontournable dans la mémoire de ce pays. On se souvient de l'épisode Guy Môquet. Aujourd'hui, Sarkozy rend hommage aux jeunes manifestants qui, il y a 90 ans précisément, organisaient la première manifestation publique contre l'occupant, le 11 novembre, place de l'Etoile devant l'Arc de Triomphe.... mais sans dire que ces « jeunes », étudiants et lycéens, étaient sortis manifester notamment à l'appel de l'Union des Etudiants et Lycéens Communistes de France !

Bien sûr, dans cette phase ascendante du Parti Communiste, il y a des faiblesses, des penchants vers la déviation, séquelles de l'héritage social-démocrate contre lequel il n'a eu de cesse de lutter. Des insuffisances notamment visibles lors du Front populaire quand le Parti combattait insuffisamment la tendance lourde du mouvement ouvrier français consistant à laisser les forces prolétariennes subordonnées au large mouvement démocratique. En effet, si le PC sut s'opposer aux gesticulations gauchistes et trotskistes qui voyait dans le Front populaire le début de la « révolution prolétarienne », dans ce combat il dévia toutefois à droite en ne mesurant pas suffisamment que l'organisation des masses devaient s'effectuer dans des Comités de base élus du Front populaire et en ne prenant pas suffisamment ses distances avec le parlementarisme et le légalisme. Ce même problème reviendra à la Libération, en 1945-1947, ce qui vaudra au PCF une critique de sa politique lors de la Conférence des Partis communistes européens tenue en septembre à Szklarska Poreba (la conférence de fondation du Kominform).

Déviation aussi sur la question coloniale pendant le Front Populaire, qui montre les difficultés à éradiquer les séquelles du social-démocratisme. Alors que le VIIème Congrès de l'Internationale Communiste en 1935 avait bien insisté sur la nécessité, en ce qui concerne la lutte antifasciste dans les colonies, de mettre

en place un « front populaire anti-impérialiste », alliant lutte contre le fascisme et lutte pour l'indépendance nationale (les monopoles coloniaux étant les plus sûrs tenants du fascisme)... dans la pratique l'alliance avec les peuples coloniaux proposé par le PCF devenait l'alliance avec la « France démocratique du front Populaire » ; l'intervention de Maurice Thorez à Alger en février 1939 porte ainsi sur la nécessité de « l'union du peuple algérien autour du peuple français ». Réactivation au fond, sous une forme modifiée, des appels de Jaurès à la « mission civilisatrice de la France républicaine ».

Ces penchants vers la déviation au moment du Front populaire, penchants qui seront réactivés dans les combats de la Libération ; ces tendances du PCF à absolutiser le Front Populaire, c'est-à-dire à vouloir en faire une tactique valable en tous lieux et en tous moments, même quand les conditions ont manifestement changés (voir le soutien au « front républicain » de Guy Mollet en 1956), tout cela ne permet pas de nier que le PCF a été le meilleur parti révolutionnaire prolétarien que la France ait connu, en dépit de ses faiblesses.

Le Cercle Henri Barbusse considère, et c'était la position de l'Internationale Communiste puis du Kominform elle-même, à 100 lieux de la conception idéaliste du « parti pur » chère aux trotskistes, que le PCF a été un authentique parti communiste, qui a su contester l'hégémonie du réformisme sur le mouvement ouvrier et se placer ainsi comme force dirigeante des luttes ouvrières et populaires, permettant les conquêtes sociales et démocratiques.

Bien sûr un Parti communiste ne peut se développer qu'en menant une lutte contre l'opportunisme, en éliminant les opportunistes de ses rangs. Tant que subsistera l'impérialisme source matérielle de la politique de conciliation avec le capital, il n'y aura pas de parti communiste « pur », complètement « parfaits ». Mais il faut au moins que la lutte contre l'opportunisme soit menée, du haut en bas de l'organisation, constamment. Quand cette lutte n'est plus menée, voire même quand l'opportunisme fini par être diffusé par le sommet... on entre alors dans un processus objectif de dé-communisation du PCF.

Ainsi à la phase ascendante du Parti Communiste des années 1920 aux années 1950-1960, a succédé une longue phase descendante, durant laquelle le révisionnisme (c'est-à-dire la révision du marxisme sur le plan idéologique), et l'opportunisme vont peu à peu s'épanouir, conduisant de fait à un processus de social-démocratisation objective du PCF.

Différentes étapes dans ce processus :

- hésitations centristes de la direction du PCF sous Thorez, Duclos, Frachon qui a, à la fois, concilié et résisté face à l'offensive anti-staliniste de la direction révisionniste du PCUS vite relayée par l'impérialisme ;
- centrisme face à l'opportunisme de droite antisoviétique qu'est « l'eurocommunisme », puis son adoption plus tard ;
- tournant opportuniste du « programme commun PS/PCF » fondé sur la théorie révisionniste de la conquête parlementaire du pouvoir qui a entraîné ensuite l'abandon idéologique de la dictature du prolétariat en 1976 ;

- premiers travaux pratiques de la collaboration de classe au pouvoir en 1981, puis répétition aggravée sous l'appellation de la « gauche plurielle » en 1997/2002 ;

- la chute du mur de Berlin, la défaite du socialisme réel et la désintégration du camp socialiste et la restauration du capitalisme en URSS dans les années 90 ont précipité et accéléré le cours opportuniste du PCF sous la forme de la « mutation » au nom du « communisme à la française », résurgence d'une déviation chauvine ancienne qui fut longtemps combattue au sein du PCF avec l'aide du Komintern et du Kominform.

Le PCF à partir des années 1970, 1980 surtout et 1990, devenait de plus en plus le parti des « classes moyennes » et de l'aristocratie ouvrière de plus en plus bureaucratifiée, base matérielle de la « mutation » idéologique social-démocrate antisoviétique et anti-communiste.

Les travaux pratiques de la collaboration de classe, notamment dans le gouvernement de la « gauche plurielle » ont contribué aux défaites successives des luttes ouvrières et populaires, prolongées par l'effondrement électoral du PCF.

Si la participation au gouvernement du PCF en 1981 était déjà un pas dans la collaboration de classe, ce dernier démissionna sous la houlette de G. Marchais dès le « tournant de la rigueur et de l'austérité budgétaire ». L'opportunisme minait fortement le PCF, mais la résistance interne d'une partie significative de la base poussa à la démarcation sans parvenir à une rectification idéologique et une indépendance électorale.

En 1997, sous la houlette de Robert Hue, que l'on peut appeler le « Gorbatchev français », la situation s'était aggravée, après plusieurs années d'offensive de la direction sur le thème de la nécessité d'une « mutation » idéologique du PCF.

L'abandon du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prosoviétique, de la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société, du renversement de la dictature de la bourgeoisie, de l'expropriation des capitalistes et l'édification de la société socialiste par la dictature du prolétariat sans et contre la bourgeoisie, tous ces abandons ont fait consensus progressivement dans la direction du PCF de Georges Marchais à aujourd'hui.

Le PCF s'est engagé d'abord de façon critique sous Georges Marchais, puis entièrement dans l'alliance/soumission au PS en privilégiant la défense des intérêts de l'aristocratie ouvrière, et non de l'ensemble de la classe ouvrière, ce qui a conduit à l'effacement du rôle et de la place des militants ouvriers d'avant-garde au profit du rôle des élus de plus en plus issus des couches petites bourgeoises. De là le passage inévitable à la collaboration avec Robert Hue.

Tel est le processus dans le PCF que l'on a connu ces deux décennies.

Ce qui devait arriver, arriva: la capitulation idéologique, puis l'affaiblissement organisationnel furent suivis de l'effondrement électoral du PCF. Laissant un vide que, parallèlement, le capital s'empresse de remplir par les trotskistes et les écologistes.

A chaque étape du processus réformiste, des communistes ont organisé la résistance à l'intérieur puis petit à petit à l'extérieur du PCF. Ainsi se sont formés à l'intérieur et à l'extérieur du PCF des réseaux et groupes de militants communistes engagés dans le combat pour reconstruire un mouvement communiste révolutionnaire organisé.

Il s'agit d'un besoin objectif, non seulement parmi les communistes éparpillés, voire encore divisés, mais ce besoin d'un parti authentiquement communiste se fait sentir aujourd'hui surtout comme une exigence même des luttes sociales et démocratiques contre les politiques de liquidation des conquêtes sociales et démocratiques de l'époque de l'existence de l'URSS et du camp socialiste et de paupérisation des travailleurs et des peuples au centre du système impérialiste mondial que sont l'UE, les USA et les autres pays de la Triade.

Mais ce Parti ne se construira pas, ou plutôt ne se reconstruira pas, s'en tenir compte de plusieurs éléments :

- les luttes et résistances de classe à l'offensive prédatrice du capital, mais aussi les luttes et résistances démocratiques et patriotiques à l'offensive néocoloniale de l'impérialisme génèrent des différenciations au sein même de l'aristocratie ouvrière et font émerger de nouveaux dirigeants d'avant-garde issus des luttes sociales et nationales progressistes qu'il faut gagner au marxisme-léninisme.

- Au sein même du PCF et du MJCF, en lien avec les luttes de classe, la tendance à l'adaptation au système se heurte inévitablement à une contre-tendance révolutionnaire, qui fait émerger à chaque instant de nouveaux militants, voire de nouveaux groupes qui veulent « rester communistes » sur les bases fondatrices du Parti fondé au Congrès de Tours ;

C'est en tenant compte de cette dynamique de la lutte de classe, et de son reflet y compris à l'intérieur du PCF en dépit de son programme objectivement réformiste et simplement anti-libéral, que le Cercle Henri Barbusse, et les organisations regroupés avec lui au sein du rassemblement des Cercles Communistes, a bâti sa politique.

Dès le début des années 1990, en développant la défense de l'objectif de la reconstruction par la mise en place d'un cadre indépendant des « *communistes qui veulent rester communistes* », mais sans sectarisme vis à vis des militants du PCF qui se pensent voire agissent en communistes. Il s'agissait, il s'agit d'œuvrer « *au rassemblement des deux processus dans et hors du PCF* » (cf. *Bases d'Unité et d'Action – 1998*).

En 2004, nous appelions à voter pour la liste autonome du PCF du Nord/Pas-de-Calais, saisissant le fait objectif que cette liste, sur laquelle se trouvaient ou qui étaient soutenu par les dirigeants syndicaux les plus combatifs des luttes sociales contre les attaques du capital, saisissant ainsi le fait que cette liste était l'expression de la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière.

En 2007, parmi les différentes candidatures, divisées, issues du camp antilibéral objectivement constitué dans la foulée de la bataille du Non à la constitution européenne impérialiste, nous appelons à voter MG Buffet, prenant en compte

le fait qu'il s'agissait aussi, et notamment face à Besancenot, de défendre les traditions communistes qu'incarne objectivement aux yeux de millions d'ouvriers le PCF.

En 2010, nous soutenons et participons au moins dans deux régions (Nord-Pas-de-Calais et Alsace) aux listes autonomes constituées avec le PCF, force motrice du front populaire anti-libéral en constitution à la gauche de la social-démocratie social-libérale.

La reconstruction du Parti révolutionnaire marxiste-léniniste de la classe ne peut être qu'un processus dialectique qui connaîtra des phases de développement quantitatif et des sauts qualitatifs. Elle se situe en conséquence à l'inverse d'une auto-proclamation, d'une attente idéaliste d'une émergence spontanée par les luttes sociales ou d'un aveuglement sur l'espoir que des dirigeants faillis s'amendent et retrouve le chemin de la lutte de classe.

Les résistances anti-libérales et anti-impérialistes parfois victorieuses (en Amérique Latine notamment) annoncent que des masses travailleuses et des peuples opprimés commencent à secouer la torpeur de la soumission et de la résignation qui ont marqué la période de la défaite du socialisme, de l'implosion de l'URSS et de la restauration du capitalisme.

Commence aussi à s'essouffler l'offensive tout azimut de l'impérialisme qui profitait de sa victoire temporaire pour imposer la pensée et la pratique politique unique du libéralisme dans le but d'obtenir le maximum de profit et étendre ainsi la mondialisation capitaliste à tous les coins et recoins de la planète.

De novembre/décembre 95, en passant par la victoire du NON au référendum, celle contre le CPE, aux luttes - mêmes vaincues, parfois partiellement - contre la retraite en 2003, puis celles des dockers-marins, des cheminots, RATP en 2007 et la révolte des quartiers populaires en 2005, la lutte récente de l'automne 2010 contre la réforme des retraites, toutes ces résistances et luttes sociales ainsi que les mobilisations altermondialistes sont des mouvements qui montrent la sortie progressive des masses laborieuses de l'apathie, et la montée en puissance de la contestation sociale.

Ce facteur pose la nécessité de l'unité d'action des communistes, où qu'ils se trouvent, et la nécessité du réarmement idéologique du mouvement communiste, c'est-à-dire du réarmement marxiste-léniniste pour passer de l'anti-libéralisme à l'anti-capitalisme et reconstruire ainsi un vrai parti communiste, en capacité d'être l'avant-garde réelle des luttes des classes, des résistances ouvrières et populaires, à l'avant-garde du front populaire de résistance anti-libérale en constitution, front qui est une nécessité objective pour briser la bipolarisation politique droite/gauche et créer un nouveau rapport de force, étape vers la lutte anti-capitaliste, c'est-à-dire la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange et l'édification d'une société socialiste.

Dans ce travail politique des communistes marxistes-léninistes d'aujourd'hui, nous n'en oublions pas – au-delà des programmes des uns et des autres – l'enjeu des traditions, de l'héritage, des cultures sociales, politiques et

idéologiques. C'est en ce sens que le PCF –tel qu'il est et au-delà de son programme que nous jugeons non communiste, social-démocrate en fait – est selon nous, comme nous l'avons déjà montré en 2007 en soutenant MG Buffet, naturellement l'élément central du front populaire antilibéral en constitution.

En effet si le PCF de l'époque de Thorez et Duclos n'a rien à voir sur le plan idéologique, politique, organisationnel et électoral avec le PCF social-démocratisé actuel, un certain héritage, des traits pérennes ont traversé les temps et continuent à œuvrer en profondeur au sein du mouvement ouvrier et donc au sein des organisations politiques et syndicales ouvrières. Par ailleurs, la base du PCF reste une base ouvrière, et en particulier une base réunissant les éléments avancés de la classe. On peut vérifier cela par le fait que très souvent les dirigeants ouvriers des luttes sociales actuelles sont pour beaucoup soit des adhérents, soit des sympathisants du PCF.

La stratégie du capital est d'empêcher la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire s'inspirant de la seule expérience révolutionnaire ayant vaincu la bourgeoisie dans un pays et édifié une société socialiste débarrassée de la propriété privée des moyens de production.

C'est ainsi que les forces politiques sur lesquelles compte le capital pour faire obstacle à la reconstruction d'un parti de la révolution socialiste sont :

- D'abord il y a la « mutation » enclenchée par la direction du PCF qui se résume à la transformation du PCF en parti social-démocrate, y compris avec des tendances reconnues en son sein. L'affaiblissement électoral du PCF résulte de la colère des classes populaires contre l'abandon de la lutte des classes, sa participation aux gouvernements patronaux et sa dépendance de plus en plus grande vis à vis du PS pour ses élus nationaux (députés) et locaux (collectivités territoriales). Historiquement la bourgeoisie a d'abord affaibli idéologiquement le PCF en détruisant de l'intérieur, avec l'aide des révisionnistes, ses fondements marxistes-léninistes, puis l'a affaibli sur le plan organisationnel par la liquidation des cellules d'entreprises et sa direction prolétarienne et sur le plan électoral en l'inféodant au PS. La bourgeoisie est consciente que la tradition et la culture ouvrière et communiste qui marque le PCF et qui peut, avec son nouveau virage anti-libéral combatif, continuer à inspirer les jeunes générations, ses liens – affaiblis mais toujours existants - avec le monde du travail, sont objectivement un facteur de résistance anti-libérale aujourd'hui, notamment dans les usines, dans les entreprises et les lieux de travail.

- Ensuite il y a le projet d'un grand parti trotskiste à la « gauche » du PCF. L'opération NPA, portée par le télégénique Besancenot, est la dernière tentative en date.

- Puis il y a les Verts chez qui se retrouvent bon nombre d'ex-maoïstes qui ont la charge de capter les éléments des classes moyennes de sensibilité écologiste pour les détourner des questions sociales.

- Enfin, autour de Mélenchon, s'agitent des militants social-démocrates de gauche, anti-communistes dont le projet est un « linkspartei » dans lequel

doivent se diluer les partis existants – notamment le PCF - et les militants-citoyens individuels. Sa ligne est celle de la recherche vaine d'une 3<sup>ème</sup> voie entre réformes et révolution. Son programme est certes peu différent de celui du PCF d'aujourd'hui, en réalité, mais le PCF, par le fait même qu'il s'appelle encore ainsi et se situe objectivement dans l'Histoire du PCF fondé à Tours, est encore trop « prisonnier » de ce « vice fondateur » originel selon les mélenchonnistes et il importe de le « dépasser » par substitution.

Voilà dans quel contexte nous nous situons aujourd'hui. Voilà ce qui fonde notre volonté et notre pratique unitaire au sein de la 'famille' communiste. Voilà ce qui fonde notre attachement à cet acte fondateur – dont nous célébrons aujourd'hui le 90<sup>ème</sup> anniversaire – le Congrès de Tours, d'où émergea, sorti des scories du social-démocratisme, un Parti de type nouveau, un parti léniniste, le PC section française de l'Internationale Communiste.

Voilà ce qui fonde notre volonté – dans l'intérêt des travailleurs et de leurs familles, dans l'intérêt des peuples opprimés – d'œuvrer patiemment à la ré-émergence d'un tel parti communiste.